

Producteurs sous gestion de l'offre

Une première étape satisfaisante, mais encore du travail à faire

Ottawa, le 30 novembre 2020 – À la suite des pressions répétées du Bloc Québécois quant à l'urgence de verser l'ensemble des compensations aux producteurs et aux transformateurs sous gestion de l'offre, la députée d'Avignon-La Mitis-Matane-Matapédia se dit soulagée que le gouvernement annonce enfin une grande partie de l'aide promise.

Samedi, le fédéral annonçait une certaine forme d'indemnité pour les producteurs sous gestion de l'offre qui ont grandement été affectés par les brèches faites au système agricole québécois par les concessions des trois derniers accords commerciaux que le Canada a négociés sur la scène internationale.

« Je représente une circonscription rurale où l'agriculture est extrêmement importante. J'ai rencontré de nombreux producteurs depuis mon élection il y a un peu plus d'un an et je sais à quel point cette nouvelle était attendue. Les producteurs de lait, œuf et volaille pourront enfin obtenir des indemnités même si aucune compensation ne permettra de rétablir l'équilibre qui avait été acquis. Les producteurs pourront toujours compter sur moi pour appuyer leur cause », affirme Kristina Michaud qui s'est entretenue avec le président des producteurs de lait du Bas-Saint-Laurent, Gabriel Belzile, à la suite de l'annonce.

« C'est un bon pas, mais plusieurs détails restent à venir ». De plus, les transformateurs de l'ensemble des secteurs ont été complètement écartés par l'annonce d'Ottawa, sans compter qu'il n'y a toujours aucune compensation pour l'ACEUM (ancien ALENA). La députée craint que la promesse du gouvernement de n'accorder aucune autre concession à la gestion de l'offre dans les accords futurs ne soit encore que des paroles en l'air. « Pour véritablement tenir parole, le gouvernement et tous les partis d'opposition doivent adopter le projet de loi C-216 déposé par le Bloc Québécois. Ce sont des gestes concrets tels que celui-ci qui vont réellement protéger nos producteurs » a ajouté la bloquiste. Rappelons que le projet de loi vise à empêcher le gouvernement d'affaiblir la gestion de l'offre lorsqu'il conclut des ententes internationales avec ses partenaires.

« Nous continuerons nos pressions sur le gouvernement aux côtés des gens du milieu agricole afin qu'ils obtiennent la juste part des compensations qui leur est due et qu'ils ne soient plus tributaires des futures ententes internationales », conclut Kristina Michaud.